

Soutenez la liberté d'expression  
et réduisez vos impôts.

Je fais un don

Cette photo aérienne montre des conteneurs dans le port de Qingdao, dans la province orientale de Shandong, en Chine, le 17 février 2025.



**Inquiétant**

**Aussi (plus ?) dangereux pour l'économie européenne que les tarifs américains, la baisse des importations chinoises de produits made in UE**

L'Europe n'a d'yeux que pour Donald Trump et sa politique de hausse des tarifs douaniers.

**Atlantico : L'Europe n'a d'yeux que pour Donald Trump et sa politique de hausse des tarifs douaniers. Faut-il pourtant penser que c'est le seul danger qui pèse sur l'économie de l'UE ? Quid, par exemple, de la baisse des importations chinoises de produits européens ?**

**Jean-Marc Siroën :** Si, actualité oblige, les projecteurs sont mis aujourd'hui sur les annonces protectionnistes de Donald Trump - Comment pourrait-il en être autrement ? - la question des relations commerciales avec la Chine n'a pas été ignorée. Il suffit de se déplacer quelques mois ou quelques années en arrière quand, par exemple, la Chine était qualifiée par l'UE de « rival systémique » !

On ne peut pas mettre sur le même plan les deux questions et pas seulement parce que l'Union européenne a un excédent avec les Etats-Unis et un déficit avec la Chine (étant entendu que l'un contribue à compenser l'autre).

Ce n'est pas la même chose que perdre des exportations à cause des mesures protectionnistes comme ce pourrait être le cas avec les Etats-Unis que de les perdre pour une multitude de raisons, dont une perte de compétitivité, comme c'est le cas avec la Chine :

protectionnisme, certes, mais surtout faiblesse conjoncturelle de la demande chinoise et mutations structurelles de l'industrie chinoise avec une remontée assez spectaculaire de sa chaîne de valeur.

**Brad Setser :** À ce stade, l'Europe doit vraiment se concentrer sur le renforcement de la demande européenne pour la production industrielle européenne. Les exportations européennes vers la Chine sont en baisse depuis plusieurs années - mais l'Europe a pu compenser la baisse des exportations vers la Chine par une hausse des exportations vers les États-Unis. Les droits de douane imposés par Trump menacent d'annuler les gains réalisés par l'Europe sur le marché américain, et rien n'indique que la Chine de Xi Jinping va cesser d'éliminer le plus grand nombre possible de produits européens de la chaîne d'approvisionnement chinoise.

**Que peut-on dire de la dépendance de l'Union européenne vis-à-vis de la demande chinoise ? Quels sont les secteurs (et les pays) les plus exposés aux éventuels ralentissements des importations vers la Chine ?**

Jean-Marc Siroën : La Chine a mené une politique de substitution à ses importations qui a plutôt réussi dans des secteurs considérés comme stratégiques. Aujourd'hui, les consommateurs chinois

apprécient davantage les voitures fabriquées chez eux et les industriels ont moins besoin des machines-outils allemandes puisqu'ils produisent les leurs. La Chine n'a pas tellement eu besoin de mesures protectionnistes classiques, de type droit de douane, puisque la hausse des prix de l'énergie a eu le même effet en frappant des grands secteurs exportateurs comme l'automobile ou la chimie. En fait, beaucoup de firmes européennes ont été incitées à augmenter la production locale de leurs filiales, qu'elles soient chinoises ou d'ailleurs, peu importe, les effets sont les mêmes sur les exportations de l'UE vers la Chine qui, par ailleurs, se renforce au détriment de l'UE sur les marchés tiers.

Plus d'un tiers des exportations de l'UE vers la Chine sont des appareils mécaniques et des équipements électriques, avant les avions (16,7 %), les produits pharmaceutiques (9,3 %) et les instruments d'optique (7,2 %). Les pays les plus industriels de l'Europe et, en premier lieu, l'Allemagne, sont donc les plus dépendants.

Mais les exportations ne sont qu'une partie du problème. L'autre est que la Chine tend non seulement vers l'autosuffisance dans certains produits, mais est aussi en mesure d'exporter ses surplus vers l'Europe.

**Brad Setser :** L'exposition à la Chine varie énormément d'un pays membre de l'Union européenne à l'autre.

Les exportations vers la Chine représentent environ 2 % du PIB allemand - en baisse par rapport à un pic de plus de 2,5 points de pourcentage du PIB allemand, mais toujours substantiel. Pour le reste de l'Union européenne, les exportations représentent un peu plus d'un pourcentage du PIB de l'UE, tandis que pour les États-Unis, les exportations vers la Chine représentent un peu plus d'un demi-point du PIB américain.

L'Allemagne est donc de loin la grande économie européenne la plus exposée directement et indirectement à l'économie chinoise, tandis que la France et l'Espagne le sont beaucoup moins.

L'automobile figure clairement parmi les secteurs les plus exposés - l'UE dans son ensemble accuse désormais un léger déficit commercial avec la Chine dans le domaine de l'automobile, ce qui constitue un changement considérable. Mais toute une série de secteurs industriels sont exposés : les machines-outils et les robots industriels, par exemple, les semi-conducteurs automobiles et, à terme, l'aviation civile. Le champion national chinois commence à peine à accélérer la production de son concurrent de l'A320, mais la direction à prendre est déjà claire.

**Dans quelle mesure faut-il penser que le ralentissement des importations de produits européens vers la Chine s'inscrit dans une stratégie politique globale ? Quel est l'objectif de celui-ci ?**

**Jean-Marc Siroën :** La Chine avait annoncé la couleur il y a dix ans avec son plan « Made in China 2025 » qui visait à transformer l'« usine du monde », très dépendante en matières premières et composants importés, en grande puissance industrielle avec des filières plus intégrées et à haute technologie. Cela signifie qu'un certain nombre de biens autrefois exportés par l'Europe sont maintenant produits en Chine.

Si tous les objectifs de ce plan n'ont pas été atteints (dans l'aéronautique par exemple) et si le pays connaît aussi de nombreuses difficultés que j'ai souvent signalées dans ces colonnes, la Chine d'aujourd'hui n'est plus la Chine d'hier alors que les exportations européennes n'ont pas su s'adapter à cette nouvelle donne.

Pour les dirigeants chinois, cette volonté de réduire la dépendance économique s'accorde avec une volonté plus générale de son affirmation en tant que grande puissance politique. Cette complémentarité entre l'économique et le politique se retrouve dans d'autres projets chinois comme les fameuses « routes de la soie ».

La Chine devenant de plus en plus autosuffisante (ce qui ne signifie pas autarcique !) elle a moins besoin des produits européens.

**Brad Setser :** L'objectif politique est que la Chine parvienne à l'indépendance technologique et qu'elle ne dépende ni de l'Europe ni des États-Unis pour les intrants clés de son économie.

Mais la substitution des importations par la Chine - et la promotion des exportations - est également fonction de la faiblesse de l'économie chinoise. La Chine peine à générer une demande interne suffisante pour absorber l'énorme production de ses usines ; le remplacement des importations et l'exportation de quantités massives de marchandises sont un moyen de compenser cette insuffisance de la demande. L'excédent manufacturier de la Chine avoisine aujourd'hui les 2 000 milliards de dollars, soit environ 2 % du PIB mondial. Ce type d'excédent est sans précédent dans l'histoire économique moderne.

**Diriez-vous de l'Union européenne qu'elle est en mesure de compenser la perte que pourrait lui imposer la Chine ? Comment peut-elle riposter ?**

**Brad Setser :** Selon moi, l'Europe doit reconnaître deux choses.

D'une part, elle a tout intérêt à ce que l'économie chinoise soit plus équilibrée, qu'elle épargne moins et qu'elle ait moins besoin d'exporter pour compenser le déficit de la demande des ménages. Cela signifie qu'il faut faire pression sur des institutions comme le FMI pour qu'elles prennent au sérieux l'excédent extérieur de la Chine et encourager le FMI à cesser de préconiser des politiques (telles que le resserrement budgétaire, l'assouplissement monétaire et la dévaluation de la monnaie) qui augmenteraient l'excédent de la Chine.

D'autre part, il est peu probable que la Chine change et, selon toute probabilité, la demande chinoise de produits européens continuera à diminuer. Cette baisse peut être compensée par le développement d'autres marchés, mais la solution la plus simple, et de loin, consisterait à prendre des mesures pour renforcer la demande européenne et consolider les propres marchés de l'Europe. Je pense évidemment que l'Allemagne doit desserrer son frein à l'endettement, par exemple, et qu'il faut un financement européen commun pour les investissements nécessaires en matière de défense. Orienter la demande européenne de technologies propres vers la production européenne me semble également judicieux. La Chine a construit ses industries vertes avec des politiques d'achat chinoises et je pense que l'Europe pourrait s'inspirer de son exemple. Beaucoup de ces idées ont été explorées dans un rapport récent que j'ai réalisé avec Sander Tordoir pour le Center for European Reform.

**Jean-Marc Siroën :** On ne peut pas reprocher à la Chine d'être un grand marché, ce qui lui permet de bénéficier plus vite d'économies d'échelle, quand les marchés européens restent encore trop segmentés. On ne peut pas non plus reprocher leurs investissements dans la recherche et l'éducation. Ils n'ont pas non plus utilisé des instruments massifs qui visent à assommer l'adversaire comme le feraient des droits de douane massifs à la Donald Trump.

Mais il est vrai que la substitution de produits chinois à des produits étrangers et notamment européens a été favorisée par des interventions publiques qu'on peut qualifier de déloyales. On les connaît : non-respect de la propriété intellectuelle et piratages, subventions massives, stratégies de dumping en cas de surproduction, comportements anticoncurrentiels, contraintes sur les investissements directs. Les ripostes existent et, ces dernières années, l'Union européenne a significativement durci ses instruments. Elle les utilise parfois mais n'est pas au stade de la réciprocité. Le problème est que les firmes européennes s'exposent à des contre-mesures habilement choisies comme les taxes sur le cognac, représailles habilement choisies consécutives aux droits de douane majorés sur les véhicules chinois importés.

Il n'en reste pas moins que, comme l'a montré le rapport Draghi, l'Union européenne doit avant tout relever le défi d'une compétitivité en berne dans ses secteurs traditionnels et un retard plus qu'inquiétant dans les secteurs d'avenir.